

Le Grand-Quevilly, le 4 février 2013



Ministère de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie

**Secrétariat Général**

**Direction des ressources humaines**

A l'attention de M. Ronald Davies

**Adjoint à la directrice des ressources humaines**

Tour Pascal B

92055 LA DEFENSE Cedex

Monsieur,

Par courrier du 28 décembre dernier, vous m'informiez de votre décision de répondre favorablement aux attentes des personnels non-titulaires « CETE » et des conditions de mise en oeuvre de la mesure visant à rétablir la juste valeur du point d'indice. Nous ne pouvons que nous féliciter que l'Administration ait, enfin, pris les mesures que les agents attendaient.

J'ai bien pris note de ce courrier ainsi que du contenu de la fiche de procédure destinée aux services.

La mise en oeuvre de cette mesure pose un certain nombre de difficultés dont nous souhaiterions pouvoir vous entretenir, à l'occasion d'une rencontre dont la date serait à convenir.

- Il nous semblerait important de préciser davantage les conditions d'application aux agents retraités. En effet, par référence aux termes de votre courrier, vous invitez les agents retraités, qui auraient fait un recours gracieux, à adresser un RIB et leur numéro de sécurité sociale au service MGS3. Nous vous serions reconnaissant de nous préciser de quelle manière les intéressés seront prévenus de votre proposition. A ce propos, nous nous interrogeons sur l'opportunité d'une gestion centralisée de ce dossier, alors même qu'une gestion, au plus près des agents, semblerait la mieux adaptée.
- Par ailleurs, nous nous permettons d'insister sur la nécessité d'appliquer la mesure à l'ensemble des personnels – actifs ou retraités – qu'ils aient, ou non, engagé un recours auprès du ministère. Cette mesure salariale doit s'appliquer à tous dès lors que la période de l'activité de chacun coïncide avec celle de la revalorisation de la valeur du point. Pour ceux, retraités, qui, faute d'avoir eu connaissance de cette démarche, n'auraient pas engagé de recours, instruction claire doit être donnée aux services d'appliquer la mesure. La mention « pour les agents ayant quitté les ministères, des décisions de paiement seront émises » ne semble pas suffisamment explicite pour permettre de savoir qui prépare ces décisions.
- Nous craignons que certains services ou PSI ne se sentent pas ou peu concernés par cette obligation. Les premiers retours, y compris de contacts pris avec l'administration centrale (bureau MGS3), laissent à penser que certains retraités se verront refuser le paiement des rappels. Aussi, nous vous serions reconnaissant de donner toute instruction utile à l'ensemble des services intéressés par l'application de cette revalorisation. La procédure porte, en elle-même, ces contradictions puisqu'elle précise que : « la DRH a engagé une campagne de régularisation financière pour tous les agents en activité, y compris ceux qui n'ont pas effectué de recours, ainsi que pour les agents sortis du ministère... » ; « pour les agents en activité, il convient de régulariser les éléments de rémunération indicés ».

- Dans ce même cadre, un autre point semble utile à préciser : « les intérêts légaux seront versés en titre 3, sur demande de l'agent ». Aucune précision n'est donnée de la forme que doit revêtir cette demande, ni même à qui elle doit être adressée.
- Vous invitez également les agents qui avaient introduit une requête devant le Tribunal Administratif à se désister de leur action. A ce point du traitement de ce dossier, nous nous permettons de vous alerter sur le fait que ces agents ont eu, pour la défense de leurs intérêts, à engager des frais (exemple : éventuels frais d'envoi en recommandé du recours gracieux et du recours contentieux, taxe de 35 euros dont ils ont eu à s'acquitter pour que leur requête soit enregistrée, ainsi que tous autres frais engagés dans le cadre de cette procédure). Leur demander de renoncer à poursuivre la procédure, c'est leur demander de renoncer à être indemnisés des frais ainsi engagés. Nous vous demandons d'envisager de prendre les mesures nécessaires à l'indemnisation des agents qui vous en feraient la demande.
- Enfin, vous reprenez la date du 1er janvier 2007 pour date de début de la revalorisation de la valeur du point d'indice, non tronquée alors même que vous reconnaissez que la date des valeurs à prendre en compte pour la régularisation du contentieux remonte au 1er janvier 2002. En effet, notre demande de correction de la valeur tronquée du point d'indice est bien antérieure à 2012, comme en témoignent les demandes répétées des élus à la CAD du 8ème COTE (à titre d'exemple, CAD de juin 2010) ou celles des représentants des organisations syndicales. C'est le silence des représentants du ministère qui ont conduit, dès le printemps 2011, les agents à engager des démarches individuelles. Il serait juste que la date du 1er janvier 2007 soit revue pour prendre en compte la persévérance de cette revendication.

Nous espérons que ces questions retiendront toute votre attention, et que nous aurons l'occasion de les commenter lors de notre prochaine rencontre. En tout état de cause, il nous serait agréable de lire les réponses que vous y apporterez et que vous ne manquerez pas d'intégrer aux instructions que vous diffuserez dans l'ensemble des services concernés par leur application.

Dans l'attente de vous lire, vous voudrez bien accepter l'expression de mes respectueuses salutations.

Le Secrétaire Général de l'USSER CGT,

Philippe GARCIA.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Garcia', with a long horizontal flourish extending to the right.